

# INITIATIVES DE TRANSITION

## LES LIMITES DU MOUVEMENT

par

.....

SIMON DE MUYNCK

LES INITIATIVES DE TRANSITION FLEURISSENT PARTOUT DANS LE MONDE. LEUR VISION POSITIVE ET LEUR ENTHOUSIASME ENVAHISSENT LES DISCOURS ET LES ESPRITS. MAIS RARES SONT LES CRITIQUES OUVERTES ET EXPLICITES. LOIN DE VOULOIR DÉFORCER LE MOUVEMENT, CET ARTICLE S'EMPLOIE À EN FAIRE LA CRITIQUE, AFIN D'EN DÉCELER LES LIMITES ET FAIBLESSES POTENTIELLES, DANS UNE OPTIQUE CONSTRUCTIVE.

« *Le savant n'est pas l'homme qui fournit les vraies réponses ;  
c'est celui qui pose les vraies questions<sup>1</sup>* »

CLAUDE LÉVI-STRAUSS

**L**E MOUVEMENT des villes ou initiatives de Transition s'étend comme une traînée de poudre à travers le monde depuis sa création aux alentours de l'année 2006. Fin 2011, on compte 382 initiatives officielles (*official*, c'est-à-dire qui ont reçu l'aval du Network) et 458 initiatives démarrées (*muller*, qui postulent pour avoir le label officiel), sans compter les initiatives naissantes...

En Belgique francophone, l'année 2011 a été celle du lancement de la Transition grâce à la traduction en français du *Manuel de Transition* (Rob HOPKINS, Éditions Écosociété/Silence) à la fin de l'année 2010. Plusieurs initiatives se sont ainsi constituées, un réseau s'est structuré et les premiers événements ont rassemblé plusieurs centaines de personnes. L'enthousiasme, palpable, est dû à de nombreux facteurs qu'il convient d'encourager.

.....  
**1** Claude LEVI-STRAUSS, *Mythologiques*, t. 1: *Le Cru et le cuit*, Paris, Plon, 1964.

Mais ceux-ci ne doivent pas occulter les écueils que risque d'affronter le mouvement, à moyen et long termes. Voici quelques pistes de recherche.

## UN MOUVEMENT BIEN « REPRODUCTIBLE »

Le mouvement de la Transition s'appuie sur plusieurs éléments-clés, qui garantissent sans doute sa pérennité à court et peut-être à moyen termes. La permaculture<sup>2</sup> est utilisée comme « fondement éthique qui étaye le Mouvement pour la transition<sup>3</sup> » et la base idéologique de la Transition. Le livre fondateur du mouvement, le *Manuel de Transition* et les écrits connexes précisent le discours théorique de la transition.

De façon pertinente, le mouvement vise à conscientiser les citoyens à propos de la nécessité de diminuer nos consommations énergétiques et d'agir collectivement pour prendre à bras le corps le double problème incontournable de la dépendance au pétrole et du changement climatique. Le mouvement manie des concepts jusque-là peu utilisés comme la *résilience territoriale*, définie comme la « capacité d'un système à absorber les perturbations et à se réorganiser tout en subissant un changement, pour finalement conserver l'essentiel des fonctions, structure, identité et rétroactions<sup>4</sup> ».

Les acteurs des initiatives de Transition recherchent un mode de vie nouveau, relocalisé, inspiré du passé (mais sans en faire l'apologie) et tourné vers l'avenir, au travers de visions prospectives qui mobilisent l'imaginaire et fixent notamment – autre nouveauté – des Plans d'action de descente énergétique (PADE).

La démarche de la Transition est singulièrement positive, ce qui favoriserait l'inclusion de nombreux acteurs, et les fondateurs du mouvement font pour cela appel à des modèles de psychologie du changement. Rob Hopkins compare en effet la situation d'un citoyen occidental à celle d'un individu victime d'une addiction. Il a donc institué la création de groupes au sein desquels les citoyens ont la possibilité d'exprimer leurs craintes par rapport au changement sociétal

<sup>2</sup> Le mot « permaculture » – contraction des mots « *permanent agriculture* » – fut inventé par Bill Mollison et David Holmgren au milieu des années 70 et désignait à l'origine le projet de créer un ensemble de « systèmes intégrés, évolutif de plantes et espèces [...] utiles à l'homme » (Bill Mollison & David Holmgren, 1978) qui s'éloignait de la monoculture pour créer des écosystèmes multi-étages, pérennes et comestibles. Par la suite, l'ambition s'est élargie à l'idée d'un système culturel soutenable, qui envisage la culture dans sa globalité en élargissant les principes aux constructions humaines soutenables ou même à l'organisation des groupes (David Holmgren, 2002, p. xv). Les soubassements théoriques de ce concept sont les crises et impacts environnementaux de la société industrielle et la déplétion du pétrole qui amènerait l'humain à vivre selon un mode de vie pré-industriel dépendant uniquement des ressources naturelles et des énergies renouvelables. Le mouvement imagine donc la conception d'un système sociétal post-pétrolier à travers un cadre philosophique établi. Le mouvement de la Transition n'est autre que la permaculture appliquée à grande échelle.

Pour en savoir plus, lire le petit livre en français de Patrick WHITFIELD, *Graines de permaculture*, Passerelle Eco, 2009. Pour les courageux, lire en anglais David HOLMGREN, *Permaculture. Principles and pathways beyond sustainability*, Holmgren Design Services, 2002.

<sup>3</sup> Rob HOPKINS, *Manuel de Transition*, Écosociété/Silence, 2010.

<sup>4</sup> Brian WALKER & al., « Resilience, Adaptability and Transformability in Social-ecological Systems », *Ecology and society* 9 (2), 2004.

annoncé. Ils peuvent également mettre des mots sur leur vision du futur, ce qui est censé les préparer efficacement à l'action réelle, au travers de comportements en faveur de l'environnement.

Par ailleurs, l'approche *open space* et les outils de facilitation<sup>5</sup> que les initiatives utilisent et qui visent à augmenter l'efficacité des réunions, constitue un autre argument en faveur de la très bonne reproductibilité du mouvement.

Enfin, le mouvement de la Transition s'est très vite renforcé autour d'un réseau très performant qui inspire, relie, encourage, soutient et entraîne les collectivités engagées dans le mouvement<sup>6</sup>. Le réseau fournit des outils (cartes, graphiques, schémas utilisés lors des présentations, etc.), organise des événements, des conférences, des formations, définit formellement les objectifs et principes, met en place un forum, une radio et soutient différents médias.

Alors, quelles critiques est-il permis d'adresser à l'encontre d'un mouvement qui pose comme incontournables deux des enjeux probablement les plus pertinents de notre siècle (le pic de pétrole et le réchauffement climatique), fait participer les citoyens à la réflexion et à l'action en misant sur leur génie collectif, utilise un discours inclusif, et s'est constitué un réseau extrêmement performant, le tout en un temps record ?

### LIMITE 1 : UN PUBLIC RESTREINT ?

Comme le rappelle Takis Fotopoulos, «le grand problème d'une politique d'émancipation, c'est de trouver comment unir tous les groupes sociaux qui forment la base potentielle du nouveau sujet de la libération, comment les rassembler autour d'une vision commune du monde, d'un paradigme commun <sup>7</sup>[...]».

Or, les préoccupations environnementales, et plus rarement sociales, du mouvement des initiatives de Transition constituent des sujets parfois mal compris ou peu intégrés par le citoyen lambda. Rob Hopkins l'a d'ailleurs bien compris puisqu'il tente de conscientiser de façon profonde les citoyens intéressés par le mouvement.

Néanmoins, la construction du discours du mouvement des initiatives de Transition relève d'un contexte culturel, géographique et idéologique très particulier. Par exemple, Gill Seyfang a analysé le public engagé dans les initiatives de Norwich et en a montré le caractère assez peu commun : une population post-matérialiste<sup>8</sup> travaillant davantage à temps partiel et

<sup>5</sup> À ce sujet, lire Pablo SERVIGNE, «Au delà du vote démocratique. Les nouveaux modes de gouvernance», *Barricade*, 2010; et Pablo SERVIGNE, «Outils de facilitation et techniques d'intelligence collective», *Barricade*, 2011. Textes disponibles sur [www.barricade.be](http://www.barricade.be)

<sup>6</sup> Site internet du *Transition Network*, [www.transitionnetwork.org](http://www.transitionnetwork.org)

<sup>7</sup> Takis FOTOPoulos, *Vers une démocratie générale. Une démocratie directe, économique, écologique et sociale*, Seuil, 2002, p. 244.

<sup>8</sup> Pour résumer, le post-matérialisme est un système de valeurs déterminé par l'expérience d'un niveau de bien-être et de sécurité économique et physique suffisant, lié à un niveau d'instruction élevé, qui voit l'affirmation de l'autonomie individuelle, de la liberté d'expression et de la démocratie participative, de valeurs permissives, libérales ou humanistes,

plus diplômée que la moyenne de la population, qui évite les statuts élevés d'emplois et de consommation en faveur de l'épanouissement et de l'activisme à dimension environnementale principalement<sup>9</sup>. Reste à savoir si ces personnes présentaient ce profil avant d'intégrer le mouvement, ou si c'est celui-ci les a transformées...

Par ailleurs, une autre étude de 2009 portant sur 33 initiatives officielles à travers le monde a permis de dresser un profil-type d'une initiative : une petite ville (ou sa banlieue) de moins de 10 000 habitants de classe moyenne, qui abrite des citoyens et des élus politiques sensibilisés aux enjeux écologiques, qui recèle un passé historique relatif à ces questions ou qui fait que la ville est plus sensible aux questions traitées par le discours du mouvement<sup>10</sup>. Il est interpellant de noter que Totnes, berceau historique du mouvement, est une ville de 7 700 habitants impliquée dans le développement d'activités économiques durables, accueillant l'université alternative Schumacher College et abritant une communauté alternative *new age*<sup>11</sup>... Profil peu courant!

Paul Hatterton et Alice Cutler s'inscrivent dans ce même raisonnement lorsqu'ils expriment leurs craintes quant au caractère élitiste des personnes instigatrices du mouvement<sup>12</sup>. Alex Haxeltine et Gill Seyfang, quant à eux, recommandent au mouvement de développer son réseau en dehors de ce qu'ils appellent la « niche sociotechnique » afin de tisser des liens avec les acteurs principaux de différents niveaux, tels que les « compagnies de bus, promoteurs, supermarchés », etc<sup>13</sup>. En effet, cela permettrait non seulement au mouvement d'élargir son audience mais aussi de dénicher des moyens qui pourraient venir soutenir ses activités. À ce jour en Belgique, aucune initiative n'a réalisé une telle inclusion d'acteurs. Mais peut-être est-il trop tôt pour espérer constater pareil accomplissement...

de tendance plutôt de gauche. Il fait suite au matérialisme au sens de « ce qui est nécessaire au plan matériel, pour assurer la satisfaction des besoins physiques et élémentaires », Etienne SCHWEISGUTH, « Le post-matérialisme revisité : R. Inglehart persiste et signe », *Persée*, 1997, p.654, [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp\\_0035-2950\\_1997\\_num\\_47\\_5\\_395208](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1997_num_47_5_395208)

<sup>9</sup> Gill SEYFANG, « Report of the 2009 membership survey », *Transition Norwich*, 2009, pp. 2-4, Disponible sur [www.uea.ac.uk](http://www.uea.ac.uk)

<sup>10</sup> Simon DE MUYNCK, *Les villes en transition : discours, réalité, reproductibilité*, Mémoire de fin d'études, ULB, 2010. p. 93. Disponible sur [http://mem-envi.ulb.ac.be/Memoires\\_en\\_pdf/MFE\\_09\\_10/MFE\\_De\\_Muynck\\_09\\_10.pdf](http://mem-envi.ulb.ac.be/Memoires_en_pdf/MFE_09_10/MFE_De_Muynck_09_10.pdf)

<sup>11</sup> Cécile CROS, « Les villes en transition : un contrat social pour l'environnement », *Nature & Progrès* n°75, 2009-2010, pp. 14-15.

<sup>12</sup> Paul CHATTERTON & Alice CUTLER, « The rocky road to a real transition: the transition towns movement and what it means for social change », *Trapese Collective*, 2008, p. 26. Disponible sur <http://trapese.clearerchannel.org/resources/rocky-road-a5-web.pdf>

<sup>13</sup> Alex HAXELTINE & Gill SEYFANG, « Transitions for the people: Theory and practice of transition and resilience in the UK's transition movement », *Tyndall Centre Working Papers*, 2009, p. 12. Disponible en pdf sur <http://files.uniteddiversity.com>

## LIMITE II : LE FINANCEMENT STRUCTUREL ET PERMANENT

Côté budget, les initiatives sont fragiles. L'analyse des 33 initiatives officielles de Transition a montré que 58 % d'entre elles avaient demandé de l'aide (soutien financier, logistique ou matériel) à leur autorité locale, et parmi celles-ci, 40 % en avaient reçue une. Notons que la plupart des aides financières sont assez faibles (entre 250 et 6000 euros – si l'on excepte les deux sommes plus conséquentes provenant de fonds financés par les gouvernements anglais et écossais), et ne constituent donc que des aides dérisoires au regard des enjeux. Par ailleurs, aucune aide financière recensée parmi les 33 interviews réalisées dans cette étude ne constitue un appui financier permanent et structurel<sup>14</sup>. Or, il est évident que ces moyens matériels et financiers sont une des conditions indispensables à la pérennité d'un tel mouvement à long terme.

De son côté, Tim Jackson<sup>15</sup>, un autre théoricien de la Transition, évoque les réelles potentialités du soutien des collectivités locales, mais souligne surtout l'importance d'un puissant appui des gouvernements dans l'encouragement des comportements pro-environnementaux. L'institutionnalisation insuffisante (et donc le financement non-structurel et non-permanent) du mouvement de la Transition pourrait constituer une des limites du mouvement à long terme. Vouloir garder la main sur les affaires de la Transition est une chose. Refuser toute contribution financière de la part des autorités par peur d'une récupération en est une autre. L'affaire n'est pas simple, car les initiatives ne refusent pas d'aide financière des entreprises privées, pour autant qu'elles participent au mouvement de relocalisation de l'économie. À suivre donc...

## LIMITE III : LA SOUS-ESTIMATION DU RÔLE DES GOUVERNEMENTS

*« C'est du vécu concret des citoyens que procèdent les attentes des possibles. »*

TAKIS FOTOPOULOS

Il ne faut pas non plus caricaturer : si Rob Hopkins insiste sur l'importance d'une dynamique citoyenne locale en faveur du changement, il souligne aussi le fait que des mécanismes nationaux et internationaux devront impérativement être mis en place. À l'échelle internationale, il faudra des protocoles internationaux forts sur le changement climatique, l'application du scénario de contraction et convergence<sup>16</sup>, un moratoire sur la production de biocarburants,

<sup>14</sup> La durée de l'aide la plus longue en faveur des 33 initiatives de transition analysées est celle qui provient du LCCC (*Low Carbon Communities Challenge*) et dure deux ans.

<sup>15</sup> TIM JACKSON, *Prospérité sans croissance, la transition vers une économie durable*, De Boeck/Etopia, 2010.

<sup>16</sup> Permet aux pays en développement (PED) de continuer à augmenter jusqu'en 2020 leurs émissions du fait de leur incapacité technique et parce que leur développement en cours implique la croissance de leurs émissions. Parallèlement, les émissions des pays industrialisés (PI) devraient diminuer d'environ 20 % par rapport au niveau de leurs émissions en 1990. Passé 2020, les émissions des PED et PI devraient tendre vers la convergence « pour atteindre respectivement en 2050 un minimum de 80 % de réductions et une fourchette comprise entre

un protocole sur l'épuisement des ressources pétrolières, le « repensement » de la croissance économique et la protection de la biodiversité, etc. Mais il faudra également faire bouger les choses à l'échelle nationale. Nous aurons besoin d'une législation forte sur le changement climatique, des quotas d'émissions carbone personnalisés, d'une stratégie nationale sur la sécurité alimentaire et de la dévolution de pouvoirs aux collectivités locales.

Face à ces défis colossaux, on se demande comment les initiatives de Transition vont bien pouvoir agir... car il leur faut d'abord régler au niveau local les nombreux problèmes d'application de certains de ces mécanismes globaux<sup>17</sup>.

Rob Hopkins postule (et parie) que l'impulsion du changement doit venir du bas, du citoyen, des collectivités locales, et que celles-ci fourniront un cadre dynamique et créateur pour les initiatives à un niveau supérieur, c'est-à-dire gouvernemental ou au-delà. Il pense que « les réponses nationales et internationales sont plus probables dans un environnement où les réponses des collectivités locales sont nombreuses et enthousiastes<sup>18</sup> ». Ainsi, selon lui, le mouvement devra générer des forces de changement ascendantes, depuis les groupes de citoyens, vers les entreprises, les organisations et enfin les institutions gouvernementales.

La *Sustainable Development Commission*<sup>19</sup> (SDC) a formulé une série de recommandations au gouvernement britannique à propos de la relocalisation d'infrastructures, pour prendre à bras le corps le changement climatique et augmenter la résilience des collectivités territoriales<sup>20</sup>. Celles-ci impliquent pour la plupart des efforts du gouvernement qui devrait notamment investir dans l'amélioration des infrastructures locales du secteur public. Mais ces investissements proviendront très probablement de décisions politiques venues « d'en haut ». Tim Jackson, commissaire économique de la SDC, confirme la nécessité d'un immense financement provenant des structures étatiques.

Cette constatation laisse à penser que la relocalisation de tous les systèmes sociotechniques et de tous les pans de la société – infrastructures, mais aussi agriculture, transports, économie etc. – nécessitera des investissements à l'échelle nationale et internationale dont le niveau de prise de décision semble très éloigné du mouvement des initiatives de Transition, certes en pleine

.....  
25 et 40 % de réductions, par rapports aux niveaux de 1990 ». François GEMENNE, *Géopolitique du changement Climatique*, Armand Colin, 2009, pp. 150-151.

<sup>17</sup> Les quotas d'émissions personnalisés par exemple, (*Tradable Energy Quotas*) entraînent selon certains experts des « difficultés de mise en place, de comptabilisation des émissions de chacun », ou encore la « possibilité de fraude à grande échelle ». Voir François GEMENNE, *op. cit.*, p. 81.

<sup>18</sup> Rob HOPKINS, *op. cit.*, p. 82.

<sup>19</sup> La SDC est un organisme gouvernemental qui conseille le gouvernement britannique à propos des questions de société et des décisions pertinentes à prendre pour le futur, dans une optique de développement durable. Site Internet de la SDC : [www.sd-commission.org.uk](http://www.sd-commission.org.uk)

<sup>20</sup> *Sustainable Development Commission* (SDC), « The Future is Local Empowering communities to improve their neighbourhoods, Report Summary », 2010, p. 5, [http://www.sdcommission.org.uk/publications/downloads/TFiL\\_Summary%20Booklet\\_Final%201%20July.pdf](http://www.sdcommission.org.uk/publications/downloads/TFiL_Summary%20Booklet_Final%201%20July.pdf)



expansion mais très peu impliqué dans les rouages gouvernementaux. Face à de tels enjeux, il paraît donc difficile de faire l'économie d'une action des Etats. Les changements devront à l'avenir être significatifs au niveau des pratiques mais aussi et surtout au niveau des « politiques [et des] institutions<sup>21</sup> ».

La question de l'échelle du changement est donc fondamentale: si c'est à l'échelle locale qu'on enregistre le plus d'initiatives, de mobilisations et d'avancées en matière d'environnement, les changements en faveur de l'environnement à l'échelle globale restent limités.

Dès lors, si la thèse de Rob Hopkins ne semble pas fausse, elle surestime probablement la capacité de changement de la dynamique citoyenne du mouvement, aussi entreprenante soit-elle.

Pire, les institutions nationales ou internationales peuvent très bien être des obstacles à la relocalisation de l'économie! La relocalisation des systèmes de production et de consommation, par exemple, est perçue comme subversive<sup>22</sup> par certains, voire proscrite par les lois de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou contraire à la politique économique de l'Union européenne, basée sur la libre circulation des biens. Il est donc d'autant plus important d'agir pour que ces leviers institutionnels soient du côté de la Transition.

#### LIMITE IV : LA SIMPLIFICATION OUTRANCIÈRE DES LEVIERS DE CHANGEMENTS COMPORTEMENTAUX

Le mouvement des initiatives de Transition utilise des méthodes de psychologie du changement pour susciter des réactions collectives innovantes et positives face aux conséquences effrayantes d'un avenir marqué par le pic pétrolier et le changement climatique. L'objectif est d'éviter les réactions primaires habituellement constatées, comme le déni, la foi en des solutions irréalistes (ou scientifiques), la peur sclérosante, la tentation du survivalisme<sup>23</sup> ou l'optimisme outrancier. C'est une vraie originalité du mouvement<sup>24</sup>.

Rob Hopkins fait appel au *Transtheoretical Change Model* (TTM) de Carlo DiClemente, qui postule que « le processus de changement par lequel un individu entre et sort d'une addiction est le même que bon nombre de processus de changements<sup>25</sup> » (y compris les changements comportementaux donc). En d'autres termes, nous serions devenus « accros » au pétrole bon marché, et modifier nos comportements liés à cet état nécessiterait de faire appel à

21 Edwin ZACCAI, *25 ans de Développement durable, et après?*, PUF, 2011, pp.223-224.

22 Peter NORTH, « A Sympathetic Critique of Localisation by Peter North », *Transition Culture*, 2008. Disponible sur [transitionculture.org](http://transitionculture.org)

23 Le *survivalisme* est une méthode que promeuvent certains groupes humains, qui consiste à préparer des stratégies de survie au sein d'un monde post-effondrement (techniques de survie, rudiments de notions médicales, stockage de nourriture, construction d'abris, etc.).

24 Voir l'article de Pablo SERVIGNE « La transition. Histoire d'une idée », *Barricade*, 2011. Disponible sur [www.barricade.be](http://www.barricade.be)

25 Rob HOPKINS, *op. cit.*, p. 90.

des modèles de changements comportementaux issus de travaux portant sur l'addiction !

Selon, ce modèle TTM, le changement serait progressif et passerait par diverses étapes :

1. *La précontemplation*, qui est la reconnaissance de la nécessité de changer ;
2. *La contemplation* qui désigne l'évaluation des facteurs en faveur et en défaveur du changement en visant à augmenter les facteurs en faveur de celui-ci ;
3. *La préparation* qui indique la planification du changement et l'exercice de la capacité à répondre au problème ;
4. *L'action* qui évoque la mise en œuvre du changement en fonction des étapes précitées, et ;
5. *La consolidation* qui signifie l'intégration du changement dans la vie quotidienne de sorte qu'il se maintienne à plus long terme, afin d'éviter tout risque de rechute.

De plus en plus de gens auraient atteint l'étape [1] de la reconnaissance de la nécessité de changer (*précontemplation*). La phase [2] de *contemplation* équivaldrait à imaginer nos futurs sans pétrole avec créativité, entraînement et envie. Le TTM est en pratique couplé à une autre modèle (FRAME<sup>26</sup>) et au *Motivational Interviewing*<sup>27</sup> qui fournissent un espace d'expression pour les personnes qui présentent des contradictions internes et les aident à y voir plus clair à propos de ce qu'ils veulent vraiment, et à penser aux étapes suivantes que sont l'*action* [4] et la *consolidation* [5] du changement de comportement.

L'idée de mêler des éléments de psychologie comportementale et des espaces d'expression pour tendre vers des changements comportementaux pro-environnementaux paraît séduisante, voire puissante. Néanmoins, il convient d'évoquer les travaux scientifiques de Tim Jackson (encore lui !) qui portent sur la consommation et les motivations humaines – et conséquemment aussi sur le changement de comportement. Ses travaux, particulièrement imposants, nous enseignent qu'il est « pratiquement impossible de construire des modèles causaux universels avec lesquels on pourrait construire des politiques de changement de comportement dans différents domaines<sup>28</sup> ». En effet, les biens

<sup>26</sup> FRAME: *Feedback* (rétroaction des risques personnels de continuer dans cette voie), *Responsibility* (responsabilisation de tous dans le problème actuel), *Advice* (conseils avisés en vue du changement), *Menu of options* (présentation d'un panel d'options en vue du changement), *Empathy* (encouragements en vue du changement), *Self-efficacy* (renforcement de la capacité de chacun à atteindre l'objectif poursuivi).

<sup>27</sup> Approche développée William R. Miller et Stephen Rollnick, qui vise à régler l'ambivalence interne du sujet, au travers d'un suivi psychologique, dans le but de motiver le changement comportemental. L'entretien est non-conflictuel et pose le principe de non-jugement de la personne concernée, le but étant à terme d'envisager un futur plus attrayant si le changement de comportement est effectif. Voir William R. MILLER & Stephen ROLLNICK, *Motivational Interviewing: Preparing People for Change* [2<sup>nd</sup> édition], Guilford Press, 2002.

<sup>28</sup> Tim JACKSON, « Motivating Sustainable Consumption: a review of evidence on consumer



matériels et les services sont enchâssés dans la structure culturelle de nos vies. À travers eux, on satisfait nos besoins, nos désirs, on communique à propos de notre identité ou de notre culture... Dès lors, changer les comportements nécessite d'agir sur tous les volets (psychologiques, sociaux, normatifs, ...) qui leur sont associés. C'est une tâche immense et tellement complexe, que se servir d'un seul modèle de psychologie du changement (parmi des dizaines) semble quelque peu simplificateur.

En outre, il y a selon lui jusqu'à présent un manque de preuves empiriques démontrant que ces processus partant des collectivités locales puissent atteindre les niveaux de changements de comportements nécessaires pour rencontrer les objectifs environnementaux et sociaux. On ne sait pas encore à l'heure actuelle «quelles formes ces initiatives doivent prendre, comment elles doivent être soutenues, quelle forme devrait prendre la relation avec le gouvernement pour que celle-ci soit la plus efficace [...] et quels types de ressources ces initiatives requièrent<sup>29</sup> [...]».

Mais si Tim Jackson met là un bémol, il n'en est pas pour autant défaitiste. Il évoque les processus citoyens (partant de la base) participatifs comme pouvant selon lui constituer des voies intéressantes dans l'exploration de changements comportementaux pro-environnementaux et pro-sociaux, et insiste également sur la difficulté (et l'importance) de débloquer nos habitudes et d'en créer de nouvelles, tout comme de «comprendre la logique sociale dans laquelle nos comportements de consommation sont enchâssés<sup>30</sup>». Ainsi, il pense qu'une bonne compréhension du contexte social et institutionnel dans lequel sont insérés ces comportements (de consommation) offre des perspectives intéressantes pour l'innovation politique.

Pour lui, il est aussi essentiel de motiver la consommation soutenable et le changement de comportement qui risquent de rencontrer de nombreuses résistances, en «créant des collectivités solidaires, en promouvant des sociétés inclusives, en fournissant un travail qui donne un sens à la vie, tout comme en conscientisant les gens, et en usant de politique fiscale notamment<sup>31</sup>».

## **LIMITE V : DES VISIONS PROSPECTIVES POSITIVES AUX EFFETS LIMITÉS ?**

Rob Hopkins accorde une grande importance à l'exercice de style qui consiste à faire tracer par les citoyens les contours d'une société future «décarbonisée», relocalisée, conviviale et résiliente. L'objectif est d'aider à visualiser un futur désiré au travers de la création de nouveaux mythes, de nouvelles histoires, de

---

behaviour and behavioural change», *SDRN, London: Policy Studies Institute*, 2005, p.6, [www.c2p2online.com/documents/MotivatingSC.pdf](http://www.c2p2online.com/documents/MotivatingSC.pdf)

<sup>29</sup> Tim JACKSON, *ibidem*, p. 133.

<sup>30</sup> *Ibidem*.

<sup>31</sup> *Ibidem*, p. 134.

nouveaux possibles<sup>32</sup>.

Cette sorte de méthode Couet permettrait l'émulsion d'idées collectives. La pensée positive aurait donc le pouvoir de nous faire imaginer, espérer un futur abondant, sobre en énergie, moins stressant, plus heureux et plus prospère. Elle diminuerait le découragement inhérent à la crise protéiforme actuelle.

En plus de cette vision prospective positive, Rob Hopkins a imaginé l'utilisation des *Transition Tales* (les contes de la transition). Chaque citoyen est invité à y prendre part : activistes, écrivains, journalistes, poètes, artistes... Leur objectif est de coucher sur papier des futurs désirés, d'exalter l'imagination citoyenne, le plus souvent en rédigeant un « journal du futur » décrivant les nouvelles de l'année 2030<sup>33</sup>... Les plans d'action de descente énergétique (PADE) s'inscrivent aussi dans cette idée, bien qu'ils comportent une dimension plus stratégique et surtout plus opérationnelle.

Cette pensée positive tranche avec les positions souvent contestataires d'organismes militants écologistes ou de partisans de la désobéissance civile. Elle valorise les visions, les possibilités de chacun, plus qu'elle ne fustige le système.

Néanmoins, ces exercices comportent certaines limites. Si ceux-ci ont le mérite de préciser les contours d'un futur imaginé sous les traits de la Transition, ils semblent néanmoins trop abstraits, et surtout trop déterminés par le présent, ce qui implique l'omission possible de changements ultérieurs *imprévisibles*. Si le contenu d'un rêve comporte des idées pertinentes, celles-ci semblent plus appartenir à l'imagination d'un homme qu'à un futur tangible, tant elles nécessitent d'importants changements culturels et sociaux – que le mouvement n'attaque pas frontalement –, de paradigmes inamovibles et de normes sociales immanentes à ceux-ci. Ces visions, si positives soient-elles doivent donc à l'avenir franchir le cap des « *robinsonnades* » théoriques inopérantes.

Comme « un projet social et politique ne vaut jamais uniquement par l'horizon idéal qu'il décrit, ses conditions de réalisation comptent tout autant, et peut-être plus<sup>34</sup> », Alex Haxeltine et Gill Seyfang recommandent explicitement au mouvement de « fournir des occasions d'action plus tangibles<sup>35</sup> » à un public plus large, de sorte de propager le mouvement de façon plus efficace.

## UNE PISTE NÉANMOINS TRÈS INTÉRESSANTE

On l'a vu, le mouvement comporte certaines limites. Le profil-type d'une initiative de transition n'est pas très répandu. Les aides en faveur des initiatives

<sup>32</sup> Voir l'article de Pablo SERVIGNE « La transition. Histoire d'une idée », *Barricade*, 2011. Disponible sur [www.barricade.be](http://www.barricade.be)

<sup>33</sup> Rob HOPKINS, *op. cit.*, p. 108.

<sup>34</sup> Yannick RUMPALA, « La décroissance soutenable face à la question du *comment* ? », *Mouvements*, 2009, Disponible sur [www.mouvements.info/La-decroissance-soutenable-face-a.html](http://www.mouvements.info/La-decroissance-soutenable-face-a.html)

<sup>35</sup> Alex HAXELTINE & Gill SEYFANG, *op. cit.*

ne sont pas structurelles et permanentes. L'inclusion de divers acteurs sociétaux n'est pas encore très aboutie. Les liens avec les politiques ne sont pas encore très performants et les questions de l'échelle d'influence et de la relocalisation ne sont pas encore résolues. La simplification des modèles de psychologie sociale appliqués aux changements de comportement doit peut-être être revue et les conditions de réalisation des initiatives de Transition pourraient être précisées. Malgré tout, le mouvement reste très prometteur.

Prendre conscience des problèmes qu'engendreront ces limites, c'est déjà faire un pas vers leur résolution. Peut-être faut-il simplement laisser du temps au mouvement afin qu'il consolide son expansion, gageant que son discours inclusif et que sa stratégie générale, qui comporte un grand nombre d'atouts, permettra à terme de combler ces lacunes.

Il me semble que les théoriciens et les acteurs du mouvement devront se pencher sur ces problèmes s'ils veulent que le mouvement réponde de façon pertinente et adaptée aux enjeux qu'il affronte et pérennise sa structure, ses actions et sa portée politique.

Mais le temps presse et la Nature n'attend pas. Le mouvement de la Transition saura-t-il se consolider à temps et construire un mouvement citoyen à la portée politique performante? L'avenir nous le dira.

SIMON DE MUYNCK<sup>36</sup>, décembre 2011

---

<sup>36</sup> Je tiens à remercier Pablo Servigne et Christian Jonet pour leur relecture patiente et leurs conseils avisés.

**Barricade** se définit comme un espace public, un lieu dédié à la confrontation des idées, et comme une plate-forme permettant la rencontre des différents mondes militants, du secteur de l'éducation permanente au milieu syndical en passant par le monde académique ou le secteur de l'économie sociale. Lieu d'émancipation collective et de création d'alternatives, l'asbl Barricade s'est développée depuis 1996 dans le quartier Pierreuse à Liège via diverses expérimentations culturelles, sociales et économiques. Sa librairie « Entre-Temps », à la fois militante et généraliste, est emblématique du projet. A l'intersection du secteur de l'économie sociale et de l'éducation permanente, elle revendique un fonctionnement auto-gestionnaire et une finalité culturelle et sociale plutôt que le profit.

Toutes les analyses sur :

**www.barricade.be**

## POUR ALLER PLUS LOIN

### Ouvrages

Tim JACKSON, *Prosperité sans croissance*, De Boeck/Etopia, 2010.

Rob HOPKINS, *Manuel de Transition*, Écosociété/Silence, 2010.

Simon DE MUYNCK, *Les villes en transition : discours, réalité, reproductibilité*, Mémoire de fin d'études, ULB, 2010.

Disponible sur internet en pdf (avec un bon moteur de recherche).

### En anglais

Tim JACKSON, « Motivating Sustainable Consumption: a review of evidence on consumer behaviour and behavioural change. », *SDRN, London: Policy Studies Institute*, 2005.



Avec le soutien  
de la Fédération Wallonie-Bruxelles

FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

